



PETIT PRÉCIS DE DÉFENSE CONTRE LA LANGUE DE BOIS

*La guerre, c'est la paix. La liberté, c'est
l'esclavage. L'ignorance, c'est la force.*

George Orwell

Mouvement politique
des objecteurs de croissance

Octobre 2014

Introduction

Chaque jour, nous voyons dans les médias des mots être systématiquement remplacés par d'autres. Y prêter attention peut paraître totalement superficiel et secondaire. Pourtant, les mots servent à nommer des concepts. Nommer une chose, c'est important : c'est décrire la réalité et avoir, de ce fait, une prise dessus. Manipuler les mots, c'est manipuler la réalité. C'est fabriquer le consentement des gens en fabriquant des évidences là où elles ne sont pas. C'est imposer un certain point de vue sur la situation quand il en existe d'autre. Pratiquer la langue de bois, c'est maximiser ou minimiser un fait en donnant au destinataire du message une apparence d'objectivité. Bref, c'est une figure de rhétorique consistant à détourner la réalité par les mots.

C'est pourquoi il est extrêmement important de se désintoxiquer de la langue de bois. Cette brochure a pour but d'attirer votre attention sur des expressions courantes en langue de bois pour mieux vous encourager à être attentif à la manipulation sémantique dans les textes que vous lisez. La langue de bois touche tous les domaines de la vie. Pour Raymond Boudon le phénomène peut s'expliquer par un mécanisme par lequel une minorité organisée et décidée peut imposer ses vues à un groupe plus large mais désorganisé et au sein duquel chacun fait le calcul implicite que les autres parmi son groupe s'occuperont de résister pour lui. Entrons donc dès maintenant en résistance et refusons d'utiliser les expressions figées propres à la langue de bois. Nommons les choses par leur nom et corrigeons dès que nous le pouvons les expressions manipulées. Avoir une idée claire de la réalité n'est possible que lorsque cette réalité est correctement décrite, mais c'est indispensable lorsqu'on veut commencer à agir sur elle !

Langue de bois sociale

Ne dites pas « travail » lorsque vous voulez parler d'un emploi rémunéré. De la même manière, une personne sans emploi rémunéré n'est que très rarement en train de ne rien faire. Les deux termes ne recouvrent pas les mêmes réalités. Donc tout le monde a du travail, c'est-à-dire un ensemble de

tâche à accomplir au quotidien. Mais une très grande partie des tâches accomplies n'est pas rémunérée. Différencier travail et emploi rémunéré est intéressant lorsque l'on veut sortir du travaillisme ambiant, lorsqu'on veut réfléchir au sens de ce que l'on fait dans son emploi (il y a des emplois inutiles, nocifs, voire même criminels !) ou lorsque l'on veut remettre en question l'opprobre qui règne sur les chômeurs, qui « ne veulent pas travailler ». Dans le même domaine, **on ne gagne pas sa vie, on gagne de l'argent.**

Appelons aussi les métiers par leur nom : **dire « technicienne de surface » pour « femme de ménage » ou « ouvrier spécialisé » pour « ouvrier à la chaîne » n'a pas changé les conditions travail** de ces personnes.

De la même manière, **dire « top manager » ou « supérieur hiérarchique », c'est juste une manière de ne pas dire « chef ».** S'il y a un chef, nommons-le ! **Ne disons pas « ressources humaines » ou HR, disons « service du personnel ».** Quand nous utilisons cet affreux terme de ressources humaines, nous sommes d'accord de mettre les humains sur le même pied que les ressources matérielles dont une entreprise a besoin pour fonctionner. Le terme Ressources humaines a fait sa première apparition dans les camps de concentration ! Dans le même ordre d'idée, **vous ne remplissez pas « vos objectifs » mais ceux de l'entreprise.** Tout est bon pour que vous travailliez plus et plus vite, même vous faire croire que l'objectif de l'entreprise est le vôtre !

« Combien coûte-vous à votre patron » entend-on parfois. On ne coûte pas à son patron, on lui fait gagner de l'argent. C'est une évidence : si quelqu'un vous engage, ce n'est pas pour vous faire plaisir : il vous paye votre salaire parce que vous lui rapportez plus que ce salaire. C'est une évidence. De la même manière, **votre patron et vous payez des cotisations sociales et non des charges sociales.** Une charge, c'est lourd, il faut supprimer ça. Une cotisation, c'est normal, chacun met un peu dans la caisse par solidarité ! Remplacer « cotisation » par « charge » est le début du détricotage de la sécurité sociale.

Ne parlons pas non plus de **concertation sociale**. Dans la plupart des cas, l'entreprise (ou l'Etat) présentent aux syndicats ce qu'ils ont l'intention de faire et ces derniers n'auront que des aménagements mineurs à proposer.

Quand on a perdu son emploi, **on est chômeur, pas demandeur d'emploi** (à tout prix). **On subit une chasse aux chômeurs, pas un plan d'accompagnement. On rencontre des contrôleurs, pas des facilitateurs (onem) ni des conseillers en accompagnement professionnel (forem)**

Evitons aussi de dire « il faut de l'emploi » : cela signifie qu'il faut des employeurs. Or nous n'avons pas besoin d'employeurs à n'importe quel prix, ni d'emplois de n'importe quelle qualité. Simplement, il serait souhaitable de pouvoir produire ce qu'il nous faut pour satisfaire nos besoins, dans les conditions les meilleures possibles.

Parler sans langue de bois, c'est aussi nommer la faiblesse par son nom. Il n'y a pas de dépenses de santé mais des dépenses de maladie. Réaffirmer qu'il y a des personnes malades fait comprendre la nécessité de ces dépenses. Le français possède aussi toute une série de mots décrivant la faiblesse humaine sans la stigmatiser. Des mots comme aveugle, sourd, nécessiteux, pauvre, infirme, vieillard... sont plus justes que **non-voyant, malentendant, minimexé, personne à mobilité réduite ou senior**. Gommer la faiblesse humaine, c'est gommer l'aide qu'on peut lui apporter. Quand on parle de solidarité, d'ailleurs, il faut se garder de parler de **solidarité active** : la solidarité active s'opposerait à la solidarité « passive » envers les « perdants », les « minables » et les « profiteurs » et les riches pourraient choisir de donner leur argent aux « bons pauvres »... bref, c'est le retour de la charité et la destruction de la sécurité sociale.

Enfin, **un travailleur précaire, c'est un travailleur pauvre. La flexibilité, c'est l'insécurité d'emploi.**

Langue de bois économique

Ne parlez pas de dette publique, parlez de dette de l'Etat. Une dette publique entendrait que nous tous, citoyens, en sommes quelque part

responsables, voire même coupables. Or la dette n'a pas été creusée parce que les citoyens auraient vécu au-dessus de leurs moyens. Elle a été creusée principalement par le sauvetage des banques (35 milliards d'euros en 2008, 100 milliards d'euros en 5 ans).

Ne parlons pas de restructurations d'entreprises, parlons de licenciements lorsque des personnes sont mises à la porte.

Ne parlons pas de spéculation, ni même de placements rentables. Parlons de paris sur la hausse et la baisse des prix. C'est plus clair comme ça, on voit exactement de quoi il s'agit.

Ne parlons pas des lois du marché, parlons de décisions politiques. Parler de loi du marché, c'est expliquer en quelques mots qu'on n'y peut rien, qu'il existe des lois qui nous dépassent et que le marché, c'est comme la gravitation, on n'y échappe pas. Or, tout cela relève de décisions parfaitement humaines, dans lesquelles les êtres humains doivent avoir une prise.

N'hésitons pas à parler de « riches » et de « pauvres » lorsque nous désignons ces réalités-là.

Evitons de parler de **compétitivité** et de **productivité**. Ces mots n'ont de sens que dans le cadre d'une course au « toujours plus », et sonnent comme des valeurs morales. Parlons, en terme moins techniques, de la capacité d'un Etat à satisfaire les besoins fondamentaux de ses habitants. Ne parlons pas de mondialisation mais de compétition généralisée au niveau mondial. Ne parlons pas de **confiance des investisseurs**, disons plutôt « possibilité pour les investisseurs de faire des profits à court terme ». Ne disons pas « attirer les investisseurs » mais baisser les impôts et les taxes qui les concernent (ce qui a pour corollaire de les attirer puisqu'ils peuvent faire plus de profits). **Quant à la confiance des ménages, il s'agit le plus souvent de la consommation des ménages !**

On évitera de parler de développement durable. Traduit de l'anglais « sustainable development », le véritable terme serait « développement

soutenable ». L'impératif de développement est critiquable par le « toujours plus » qu'il véhicule. Que doit-on entendre quand on dit « développement durable » ? S'agit-il, pour citer Paul Ariès, de polluer moins pour polluer plus longtemps ? Dans la même optique, **on ne parlera pas de « pays en voie de développement » mais de « pays pauvres », ou mieux, on parlera de leur situation géographique** : « Pays d'Afrique », par exemple, est plus objectif.

La croissance, en soi, ça ne veut rien dire. Nous devrions systématiquement parler de croissance économique, ou mieux, de croissance du PIB. Quand nous parlons d'objection de croissance ou de décroissance, utilisons les mêmes précisions. Nous ne souhaitons pas la décroissance du bien-être ni la décroissance des arbres, de la forêt amazonienne ou de nos enfants !

Enfin, **parler de croissance négative au lieu de récession**, c'est aussi de la langue de bois, et ça devient particulièrement manipulateur quand on assimile la récession (qui se produit dans une société de croissance) à la décroissance (en tant que transition vers une autre société).

Langue de bois écologique

Ne parlez surtout plus d'énergie nucléaire, parlez d'énergie atomique. Le mot « nucléaire » a été inventé pour séparer sémantiquement les centrales atomiques de la bombe atomique. Mais dans le domaine de l'énergie atomique, le civil n'est pas très loin du militaire, et la destruction n'est jamais loin.

Ne parlons pas de protection de l'environnement mais de protection de la nature. Toute la nature, et pas seulement celle qui nous environne.

Ne parlons pas de qualité de l'air mais de pollution de l'air. Mesurer la qualité de l'air signifie effectivement qu'on mesure son taux de pollution. Même chose pour l'eau.

Dénonçons encore la pratique du greenwashing : Voitures propres, énergie verte, appareils « écologiquement responsable », tout cela n'est qu'une stratégie destinée à vendre. Le greenwashing est une pratique

particulièrement perverse de la langue de bois. A un moment où les citoyens prennent conscience de la nécessité de se préoccuper d'écologie, on rendort les consciences en affirmant que tout cela pourra se faire absolument sans changer de mode de vie. Cela occulte le fait que ce serait de la bêtise d'imaginer que les recettes qui ont créé les problèmes écologiques (l'impératif de croissance) vont pouvoir les résoudre d'un coup de baguette magique.

Un éco-citoyen, c'est comme un écochèque, ça n'existe pas. Etre écocitoyen, ce serait trier ses déchets, éteindre le robinet en se brossant les dents et être bien sage. Si notre Manifeste insiste pour mettre nos actes en corrélation avec nos idées, cela ne suffit pas et ne dédouane pas les entreprises multinationales, par exemple, de leurs responsabilités très lourdes. Les écochèques, eux, sont une monnaie complémentaire favorisant la grande distribution, qui est tout sauf écologique. Le fermier bio du coin, le petit artisan ou la petite épicerie à finalité sociale n'accepteront pas vos écochèques (pas plus que vos chèques repas).

Enfin, en parlant **d'énergie verte**, mentionnons que la seule énergie vraiment verte est celle qu'on ne consomme pas. Si nous ne souhaitons pas retourner aux cavernes (sans bougies, c'est trop de CO²), nous pensons qu'il est nécessaire de faire de très larges économies. Quelques idées en vrac : éteindre les (auto)routes, mettre une limite à l'éclairage des vitrines, obliger les magasins à fermer les portes quand ils chauffent, interdire formellement tout panneau publicitaire rétroéclairé et/ou mobile, a fortiori ces écrans géants qui éblouissent les conducteurs durant la nuit.

Langue de bois politique et militaire

Dans le domaine militaire, on trouve de très beaux exemples de langue de bois. En voici quelques-uns :

- **On ne neutralise pas un adversaire : on le tue !**
- **On ne pacifie pas une région, on la soumet**, on met les populations devant l'état de fait de l'occupation et on pourchasse les résistants.

- **Il n'y a pas de frappes chirurgicales. Il y a des bombardements,** ciblés sur certains objectifs. L'expression « frappe chirurgicale » donne à penser qu'on va bombarder un endroit précis sans dégâts à côté : la chose n'est tout simplement pas possible.
- **Les dégâts collatéraux, c'est la mort de civils, la bavure, le massacre.**
- **On ne vitrifie pas un objectif : on le détruit complètement** (une ville, un quartier...)
- **Il n'y a pas d'interventions militaires à but humanitaire. Il y a des interventions militaires tout court.**

Les politiciens sont, eux aussi, spécialistes de haut vol en pratique de la langue de bois. L'une de leur pratique préférée est de **ne pas répondre à la question qui leur est posée** et de tourner autour du pot. Quand on trouve qu'un politicien parle bien, la première chose à faire est d'essayer de résumer ce qu'il a dit pour voir si, effectivement, il a dit quelque chose !

En politique, **on ne confondra pas la liberté d'expression avec la démocratie.** En effet, si la première est une condition indispensable à la seconde, la seconde ne se réduit pas à la première. Quand on pointe du doigt un déficit démocratique, on entend souvent répondre « mais voyons, on est en démocratie, on a le droit de critiquer le gouvernement ». Bien entendu, critiquer le gouvernement, c'est de la liberté d'expression. Mais la démocratie ne se limite pas à ça. La démocratie, c'est pouvoir gouverner et être gouverné. C'est prendre une part active à la vie de la cité.

On se méfiera aussi grandement des « règles » qui ne « laissent pas d'alternative ». Le Traité européen de stabilité budgétaire, par exemple, remplace des décisions politiques par des règlements et autres mécanismes. Il ne faudrait pas oublier que le respect de ces règles est, en soi, une décision politique. La renégociation constante des lois est la base de la démocratie. La démocratie, c'est le débat, la discussion et le conflit, desquels découlent des lois qui sont l'expression d'un statu quo qui peut toujours être remis en cause.

Quand on vous dit **qu'il faut éduquer la population et faire preuve de pédagogie**, soyez attentif ! Il s'agit de vous persuader d'être contre quelque chose que vous défendez ou son contraire... **C'est de la propagande.**

Méfions-nous des **politiques sécuritaires, qui sont des politiques de répression**. Quand on parle de sécurité, on ne parle que de sécurité de la propriété privée, et éventuellement de vous protéger contre une agression. On parle très peu des viols et encore moins des viols commis par une connaissance de la victime. On parle encore moins de votre sécurité alimentaire, et encore moins de votre sécurité d'emploi ! **Quand on parle de dispositifs de sécurité, la plupart du temps, ce sont des dispositifs de surveillance**, des caméras, par exemple.

Méfiance encore quand on parle de **terrorisme**. Il n'y a pas de définition consensuelle du terrorisme. Même l'usage de la violence ne fait pas consensus, puisque la menace d'user de la violence fait partie de certaines définitions du terrorisme. Parlons donc d'attentats en les décrivant, d'actes de violence, d'agressions, de prises d'otage... Décrivons aussi précisément que possible ce qui s'est passé mais sans utiliser ce mot prétexte à la restriction des libertés individuelles. **Une loi antiterroriste, c'est une loi liberticide !** La même méfiance s'appliquera lorsqu'on entend parler de « **radicaux** ». On parle de personnes voulant changer complètement la société par la violence. Si l'on exclut le terme « violence », beaucoup d'associations peuvent se définir comme radicales, et parmi elles, le Mouvement politique des objecteurs de croissance ! Nous sommes strictement non-violents, mais nous constatons que des actions de désobéissance civile non-violentes, telles l'arrachage de plants de pommes de terre OGM, sont qualifiées d'actions terroristes... Que qualifierons-nous de violent demain ?

Méfiance toujours quand on vous parle d'**islamistes**. Vous parle-t-on de personnes violentes ? De personnes qui s'apprêtent à commettre un attentat ? De simples musulmans qui pratiquent tranquillement leur religion et n'ont rien demandé à personne, si ce n'est justement la liberté de culte ?

Le concept d'islamiste a surtout pour effet de susciter la haine du musulman et le racisme.

Pour finir, parler **d'identité nationale**, ou de **civilisations historiques** dans un contexte politique, c'est extrêmement dangereux. Il y a les faits historiques puis leur interprétation qui n'est jamais neutre. Il y a les mythes fondateurs de société ou de mouvances, qui prennent certaines vérités historiques et en occultent d'autres. Bien souvent, ces identités, cette Histoire-là ne sont que prétexte pour rejeter l'autre.

Langue de bois quotidienne

La langue de bois envahit doucement notre quotidien, telle la novlangue de George Orwell dans son livre 1984. Cette novlangue réduit nos facultés de penser. Voici encore quelques exemples :

- **On ne devrait pas dire Américain lorsqu'on parle d'un habitant des Etats-Unis. Préférons le terme Etatsunien.**
- **Evitons d'employer le mot technologie. En Français, le terme pour désigner la conception d'un appareil plus ou moins compliqué, c'est la technique.** La technologie est la branche de la philosophie qui s'intéresse à l'histoire de la technique. Pourquoi avons-nous commencé à dire technologie pour technique ? Probablement à cause du mot anglais *technology*, qui signifie technique !
- **Une entreprise ne fait pas de communication externe, elle fait de la publicité** ou du matraquage publicitaire, du lavage de cerveau...
- Evitons les **abréviations abusives** et utilisons plutôt les expressions entières. Quand nous rencontrons une abréviation, c'est toujours intéressant de voir à quoi elle fait référence.

Conclusion

Cette brochure n'a évidemment pas pour objectif d'être exhaustive. Il y a encore des milliers d'autres manières de pratiquer la langue de bois.

Dans le contexte de crise que nous connaissons, la pratique de la langue de bois est devenue tout à fait banale et quotidienne. Nos « responsables » sont incapables de faire face aux crises écologique, économique, politique, sociale et anthropologique que nous connaissons. Il est plus facile de pratiquer la langue de bois que de tenter d'agir en amorçant une transition.

Les objecteurs de croissance appellent de leurs vœux une transition écologique et sociale. Pour ce faire, nommer la réalité telle qu'elle est est notre première nécessité. C'est la condition sine qua non pour ensuite agir et la modifier. Se méfier de la langue de bois est donc un acte militant puissant. L'un des principes premiers de la non-violence est de parler vrai et de rechercher la vérité dans son discours. Refuser la pratique de la langue de bois est aussi une nécessité éthique.

Dans tous les cas, reprendre possession de notre langue, refuser les discours manipulateurs et refuser de la manipuler nous-mêmes, c'est un premier pas vers une reprise en main de nos existences.

Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à envoyer à : mpOC, rue du Rondia 8, 1348 Louvain-la-Neuve

Je soussigné-e

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

...

Code postal:..... Commune:.....

Informations optionnelles :

Adresse courriel:.....

Tél. fixe:.....

GSM:

membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28 IBAN: BE37 5230 8031 1328 - BIC : TRIOEBBB . La cotisation est libre, à partir d'1 euro. Le montant suggéré est de 30 euros.

DATE:..... **SIGNATURE :**.....

.....

- **Vie privée :** le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.
- **Adresse courriel :** le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.